

en ce moment même l'à-propos de contingen-ter ou de restreindre de quelque façon l'importation de homards du Canada. Certains membres du comité ne se rendent peut-être pas compte que les États-Unis absorbent les neuf dixièmes des prises de homards des provinces Maritimes. C'est notre seul marché et il absorbe les neuf dixièmes des prises de l'un des principaux secteurs de l'industrie de la pêche des provinces Maritimes. Je le répète, 90 p. 100 de nos prises vont aux États-Unis. On se rend immédiatement compte que toute atteinte portée à ce marché ferait un tort considérable à notre industrie de la pêche.

Nous n'avons rien négligé pour obtenir des marchés dans d'autres parties du monde. En réalité, depuis trois semaines une petite société homardière de la petite ville d'où je viens, la *Conleys Lobsters* a fait deux envois de homards par avion à la Belgique. En deux envois, elle a expédié près de 30,000 livres de homard à la Belgique. On a mis au point un nouveau procédé qui dispense d'utiliser la glace. On n'utilise que des copeaux et des cartons.

Le vice-président de la société, qui était à Ottawa cette semaine, m'a dit que le dernier envoi a été fait il y a une semaine environ. Pendant son séjour à Ottawa, il a parlé aux destinataires en Belgique qui ont dit avoir subi une perte de 2 p. 100, ce qui est un excellent résultat. Voilà ce qu'on tente pour l'expansion de l'industrie. On ne néglige rien de ce qui peut être fait. Il intéresserait peut-être le comité de savoir que l'avion qui a transporté les homards de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) en Belgique est revenu au Canada avec, à son bord, des singes qui serviront à la fabrication du vaccin Salk. Quel contraste!

L'industrie du homard a une si grande importance pour les provinces Maritimes. C'est l'une de nos principales industries. Le homard est toujours en demande. Il n'a jamais traîné sur les marchés. C'est un crustacé qui trouve toujours preneur. Nous avons toujours pu lui trouver des débouchés. Je répète cependant que les neuf dixièmes se vendent aux États-Unis. C'est pourquoi nous devons prendre grand soin de ne pas compromettre ce marché. Les 625 millions de dollars d'achats canadiens qui, des États-Unis, seront orientés vers la Grande-Bretagne, ne valent rien de bon, à mon avis, pour les provinces Maritimes. Je crois que tout député des provinces Maritimes qui s'exprimerait avec sincérité dirait comme moi. Je doute même que cette nouvelle orientation d'une partie de notre commerce ait quelque utilité pour une région quelconque du Canada.

[M. Stuart (Charlotte).]

L'hon. M. Churchill: C'est absurde. Pourquoi ne pas vous en tenir au sujet à l'étude?

M. Stuart (Charlotte): Il suffit que j'ouvre la bouche pour qu'on m'interrompe. Voilà le *Financial Times* que j'ai reçu à mon bureau aujourd'hui. J'aimerais que le ministre du Commerce lise ces éditoriaux. L'un dit "Oh! comme nous détestons les Américains", et croyez vraiment qu'il est un de ceux qui éprouvent ce sentiment. Je pourrais citer un autre article, du *Citizen d'Ottawa* celui-là. De tels articles paraissent tous les jours dans les journaux. Je me demande si le ministre du Commerce s'est jamais arrêté pour songer aux choses qu'on aurait dites à la Chambre des communes si le président des États-Unis avait dit: "Nous détournerons vers le Mexique 625 millions de dollars d'achats faits au Canada." Certes, les Américains ne peuvent accepter une telle décision sans représailles.

L'hon. M. Churchill: Nous achetons d'eux plus qu'ils n'achètent de nous. Vous le savez.

M. Stuart (Charlotte): Je n'en doute pas. Mais je déclare à l'honorable député que la région d'où il vient n'approuve pas, j'en suis sûr, l'initiative qu'il a prise à cet égard, ni la mesure prise par le premier ministre.

L'hon. M. Churchill: Vous vous trompez.

Une voix: Le 10 juin l'a montré.

M. Stuart (Charlotte): Il y aura un autre 10 juin. Je puis dire tout de suite à mon honorable ami qu'il ne souhaite pas ce 10 juin autant qu'il y a deux mois, pas la moitié autant.

Une voix: Nous le souhaitons sûrement.

M. Stuart (Charlotte): Lorsque 700,000 ouvriers chôment au pays, comme on l'a déclaré aujourd'hui, il ne faut pas la tenue d'autres élections.

Une voix: Vous ne serez pas réélu.

M. Stuart (Charlotte): J'entends dire cela depuis cinq élections, mais j'espère être réélu. Je puis assurer à mon honorable ami que je ferai tout mon possible pour l'être. Il n'y a pas de doute là-dessus. Pour donner un exemple des propos déraisonnables qui s'écrivent dans les journaux tories, je donnerai lecture d'un bref extrait d'un éditorial que le *Globe and Mail* a publié le 6 janvier dernier:

Il y a bien des choses que nous pouvons faire pour user de représailles, lorsque les États-Unis nous malmènent ainsi.

Tout simplement pour citer un exemple, nous pouvons imposer une taxe de 15 p. 100 à l'exportation du papier-journal que nous expédions à ce pays ou encore du nickel, de l'uranium et du minéral de fer. De telles mesures sévères ne sont pas encore de mise, ne doivent même pas encore être envisagées. Mais si toutes les indus-